

Le printemps libyen sera orageux

Article pour le numéro de mai 2011 de la revue « Marine et Océans »

Les affrontements de Libye jettent une lumière crue sur les contradictions du « printemps arabe » et le rôle souvent trouble joué par les parties extérieures aux conflits internes. Contrairement à ce qui s'est passé en Tunisie ou en Égypte, la contestation libyenne ne s'est pas d'abord manifestée par des démonstrations bruyantes et improvisées interpellant le pouvoir dans sa capitale. La révolte libyenne n'a pas de racines sociales. Après quarante ans de dictature, il y avait sans doute en Libye un malaise politique mais pas de malaise social. Dans ce pays peu peuplé, l'énorme rente pétrolière, même si elle est l'objet de prédation par Kadhafi et sa famille, assure à tous les citoyens un niveau de vie correct à défaut d'être luxueux. Les seules victimes du système sont les travailleurs immigrés d'Afrique, du Maghreb et du Moyen Orient qui n'ont jamais eu leur mot à dire et qui se sont enfuis en masse aux premiers signes de troubles.

La révolte a commencé dans la province est du pays, la Cyrénaïque, dans la région de Benghazi avec l'apparition brutale de civils armés. Curieusement, personne ne se demande comment dans ce pays sous contrôle étroit et permanent depuis quarante ans, on a pu voir sortir de nulle part des centaines de « civils » armés de canons sans recul, de canons anti-aériens, de mitrailleuses lourdes, de lance-roquettes individuels ou sur affût multiple et d'une profusion d'armes individuelles. Ils ont ensuite enrichi leur arsenal en pillant des dépôts de l'armée régulière mais il a bien fallu que quelqu'un leur fournisse la dotation initiale. Et compte tenu de la géographie, cette dotation ne pouvait venir que d'Égypte.

L'Égypte ne s'est jamais vraiment consolée de l'indépendance de la Libye, colonie italienne jusqu'en 1945, restée sous statut incertain jusqu'en 1950 où son indépendance a été décidée par les Nations Unies. C'est que la Libye sous-peuplée avec 4 millions d'habitants alors que l'Égypte en compte près de 70 millions, regorge d'un pétrole dont l'Égypte est dépourvue. La tentation a toujours été grande pour Le Caire de déstabiliser son voisin en espérant son éclatement en trois provinces qui n'ont jamais été réellement unies et solidaires. On ne peut guère parler de Nation libyenne. Dans ce pays, les allégeances tribales ou claniques l'emportent largement sur un sentiment de solidarité nationale. Déjà, en 1969, le coup d'État de Kadhafi avait été inspiré et soutenu par Nasser qui comptait bien faire du « guide » libyen un vassal soumis. L'élève n'a pas joué le jeu et la suite a été une série ininterrompue de coups fourrés et de tentatives de révoltes militaires contre le pouvoir central de Tripoli au cours desquels l'Égypte a tenté de se rallier des proches de Kadhafi pour le remplacer. Le Caire n'a pas non plus hésité à

alimenter la subversion islamique en Cyrénaïque et l'agitation des tribus dans la région frontalière du Djebel Akhdar, fief du Groupe Islamique Combattant Libyen (GICL), où Ben Laden projetait au début des années 90 d'établir le noyau d'un « Émirat islamique mondial ». Le problème de l'annexion, ou au moins de la domination de la Libye par l'Égypte, est récurrent. Il s'est posé avec acuité à l'été 1991 dans le sillage de la première guerre du Golfe où Kadhafi, alors en délicatesse avec l'Occident, avait exprimé sa crainte de voir son pays « offert » à l'Égypte en compensation de l'alignement de cette dernière sur la coalition internationale.

Aujourd'hui il faut dédommager l'armée égyptienne d'avoir accepté d'écarter le prédateur Moubarak, tout en lui donnant les moyens de maintenir l'ordre dans un pays essentiel pour la stabilité régionale mais devenu ingérable pour cause de crise politique, démographique, économique et sociale. Il faut aussi la préparer à une baisse significative des crédits alloués par Washington pour cause de réduction de la dette dont le Président Obama va faire un thème central de son programme de réélection.

Le « Conseil National de Transition » qui s'est mis en place à Benghazi et qui dépend totalement du bon vouloir de l'Égypte pour ses approvisionnements en vivres et en armes ainsi que pour ses relations extérieures, peut constituer un utile relais à ce genre de manœuvre. Cette instance n'est pas composée de « perdreaux de l'année ». Outre quelques personnalités du régime Kadhafi qui ont senti le vent tourner, elle comporte le « Front national pour la sauvegarde de la Libye » qui a depuis longtemps son siège en Arabie Séoudite et qui est le faux-nez des intégristes, le « Comité libyen pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme » qui a son siège à Londres et à Washington, « L'union des monarchistes » qui a son siège au Caire et fédère les intérêts de l'importante confédération tribale des Senoussi, hostile aux Gueddafa. On a même vu réapparaître à la tête des militaires insurgés, sorti d'on ne sait trop où, le colonel Khalifa Haftar que les Anglo-Saxons avaient chargé dans les années 80 de constituer en Libye une force dissidente contre l'armée régulière. Ces différentes composantes – que Kadhafi avait affublées du surnom générique de « chiens errants » - n'ont jamais cessé de tenter de déstabiliser le régime. D'ailleurs la « rébellion » a pris comme drapeau celui de l'éphémère monarchie libyenne et les Frères Musulmans d'Égypte lui ont apporté tout à fait ouvertement et publiquement leur assistance « humanitaire » et financière.

De là à voir dans la contestation libyenne la patte des djihadistes ou d'AQMI, il y a un pas que ni les constatations de terrain ni la simple logique ne permettent de franchir. AQMI demeure un phénomène de grand banditisme strictement algérien et, même s'il est revêtu des oripeaux de l'Islam, il ne réunit pas plus de quelques centaines de volontaires totalement étrangers au terrain libyen et bien incapables d'y intervenir. Il est certain qu'il y a des islamistes dans les rangs de la rébellion. Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas, tel cet ancien ministre de la

justice, aujourd'hui chef auto-proclamé du CNT, qui exhibe fièrement sa « zebiba »¹ et tient des discours sentencieux à la presse étrangère. L'Islam politique, voire violent, n'a besoin ni d'AQMI ni du renfort de quelques « arabes afghans » exténués pour prendre une place prépondérante au sein de la rébellion. Il faut en rechercher les causes dans la subversion permanente entretenue en Libye depuis trente ans par l'Égypte et surtout par les Séoudiens, agacés de la lecture très personnelle que le fantasque Kadhafi faisait du Coran et qui remettait en cause leur légitimité.

Plus troublant est l'engagement rapide et massif des armées occidentales dans le conflit. Que Kadhafi soit un dictateur fantasque et prédateur qui n'aurait pas hésité à noyer la rébellion dans le sang ne fait pas de doute. Et son éventuel départ ne chagrinerait personne. Mais il est loin d'être le seul au monde dans ce cas et l'Occident assiste ou a assisté l'arme au pied sans rien dire à bien d'autres épisodes de ce genre au Soudan, en Côte d'Ivoire, au Yémen, à Bahreïn où les blindés séoudiens ont maté une révolte des chiites majoritaires contre leur Émir sunnite dans l'indifférence généralisée de la presse occidentale. L'ONU a décidé d'un mandat d'intervention en Libye, mais il en existait aussi au Soudan ou en Côte d'Ivoire. Le mandat onusien pour la Libye était relativement clair mais son application paraît sujette à d'inquiétantes dérives au point qu'on se demande quel est l'objectif réellement poursuivi. Dissuader une armée constituée d'employer ses énormes moyens pour écraser une rébellion est une chose. Armer les rebelles, lâcher au sol des forces spéciales, autoriser des membres des services spéciaux à intervenir sur le terrain en est une autre qui ne figure pas dans le mandat ONU.

L'empressement de la diplomatie française à se « placer » auprès des rebelles après avoir courtisé le chef de l'État libyen pendant dix ans est pour le moins suspecte. La rapidité de l'entreprise pétrolière nationale qatarie à venir signer à Benghazi des contrats d'exploitation d'infrastructures locales qui ne sont même pas encore sous le contrôle des insurgés ne l'est pas moins. Une ambiguïté certaine commence à peser sur cette intervention. Quels sont les buts de cette guerre ? Sans doute serait-il temps pour la coalition de les préciser car l'OUA commence à s'en inquiéter tout autant que la Ligue Arabe qui l'a manifesté par ses hésitations. Hormis l'Égypte qui a sans doute ses vues sur l'issue de la crise, les autres voisins de la Libye, en particulier l'Algérie, la Tunisie et le Tchad n'ont aucun intérêt à voir le désordre s'installer durablement dans la région.

Car quelle sera la légitimité de ceux qui seront appelés à remplacer l'autocrate contesté, ces gens issus pour la plupart de milieux réactionnaires, islamistes, monarchistes, arrivés dans les soutes d'armées étrangères, mûris dans leurs chancelleries, voire au sein de leurs services

¹ Littéralement : grain de raisin sec. Tache brune et indurée sur le front provoquée par l'usure régulière de la peau sur le sol lors des cinq prières quotidiennes. Elle est un signe caractéristique de ceux qui veulent s'afficher comme « bons croyants ».

spéciaux ? Dans la société libyenne qui reste largement clanique et féodale, Kadhafi est largement démonétisé, même auprès de ses propres troupes, compte tenu de ses revers face à la coalition occidentale et aux insurgés. Les défections dans son entourage proche l'attestent. Il n'y survivra probablement pas politiquement. Il n'est pas trop du genre à se sauver en courant comme ses voisins, à moins que ses fils parviennent à le convaincre de ne pas les entraîner dans une résistance suicidaire aux côtés de ses derniers partisans tribaux. Mais qu'il en sorte personnellement mort ou vif, on peut déjà avoir les doutes les plus sérieux sur l'évolution « démocratique » du pays et même sur son évolution tout court en tant qu'entité souveraine, unie et indépendante.